
QUELQUES QUESTIONS
DE STRATÉGIE THÉORIQUE

Lucien Poirier

QUELQUES QUESTIONS DE STRATÉGIE THÉORIQUE

LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA GUERRE

Très tôt dans l'histoire, les sociétés organisées ont dû penser et calculer, fût-ce très grossièrement, leurs actions collectives; et, singulièrement, leurs actions de guerre. Elles ont dû relier la genèse et le développement des lutes armées au statut de *coexistence conflictuelle* que impose, à chaque unité sociopolitique, de préserver, devant les Autres, son identité, sa souveraineté et les conditions de développement original; c'est-à-dire, instaurer, défendre et consolider son autonomie de décision et sa liberté d'action.

Bien avant que Clausewitz l'ait écrit, les praticiens et les théoriciens ont toujours su que «la guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté». L'expérience répétée et réfléchie leur enseigna que la violence physique organisée, portée par les systèmes militaires, n'est que le moyen de fins politiques, les unes permanentes et essentielles, les autres conjoncturelles: Platon n'évoquait-il pas «la poitique, dont l'art de la guerre est une partie?». L'expérience montrait également que ces fins politiques peuvent s'altérer, se transformer même sous l'effet de rétroaction des résultats, positifs ou négatifs, du duel guerrier. C'est là une relation circulaire, de détermination réciproque entre fin et moyens, évidente pour nous. Mais si les analystes classiques de la guerre — antérieurs à 1945 — pouvaient en observer les manifestations, ils étaient incapables de la dire et d'en éclairer le mécanisme, faute du langage cybernétique qui nous est familier. Cet exemple illustre bien l'écart entre, d'une part, l'observation et l'interprétation empiriques des faits et phénomènes conflictuels; et, d'autre part, le travail de l'entendement et du jugement nécessaire pour les conceptualiser, éclairer leurs relations, et en construire la théorie.

C'est pourquoi la théorie stratégique, toujours provisoire, n'est jamais achevée: elle ne cesse de se constituer et de se renouveler, d'abord, en fonction de l'évolution de la réalité, des déterminations sociologiques, idéologiques, politiques, économiques, techniques, etc.; de la guerra et, plus générale-

ment, de la stratégie; ensuite, en fonction des instruments intellectuels — *la boîte à outils* — dont l'analyste peut disposer à telle époque, dans telle région du monde. Cependant, si toute théorie stratégique est le fruit d'une culture locale, l'unification de notre Monde et l'interpénétration des cultures nous permettent, pour la première fois dans l'Histoire, de récapituler tous les savoirs sur les pratiques guerrières, de reconstituer *la généalogie* de toutes les théories que ces pratiques ont suscitées, depuis les origines, dans tous les continents. La théorie stratégique n'est plus européocentriste, mais universelle: nous empruntons autant à Sun-Tse et Mahan, qu'à Machiavel, Guibert, Jomini, Clausewitz.

A ce premier changement de dimension de la théorie, s'en ajoute un autre: il a été provoqué par les transformations intervenues, dans la relation entre les fins politiques et son moyen, la guerre, par l'irruption des armes de destructions massives, du génocide.

A l'ère classique — avant 1945 — la pratique et la théorie de la guerre se fondaient sur une distinction claire et reconnue entre les états de guerre et de paix: on passait de l'un à l'autre par une rupture franche dans le jeu des relations de coexistence entre les unités sociopolitiques. Décider la guerre supposait la volonté des antagonistes de dénouer, par une épreuve de force aussi décisive que possible, un contentieux ou un litige sur un intérêt-enjeu contesté. Cette épreuve des volontés supposait une évaluation comparative des espérances de gain et des risques, inhérents au duel, justifiant l'épreuve de force. L'art militaire — expression désuète aujourd'hui, ce qui est très révélateur — consistait à opérer, sur terre et sur mer, afin que les *effets physiques résultants* de l'épreuve de violence induisent, dans l'opinion et l'esprit des politiques adverses, des *effets psychologiques* tels qu'ils décident et agissent conformément à notre attente.

Cet art militaire se fondait sur des principes, des règles, des critères d'efficacité et de coût spécifiques de l'action de guerre; sur une logique consacrée par l'usage et assurant la meilleure économie de cette action collective finalisée. La théorie classique de la guerre résumait ce savoir et l'appliquait à sa conduite. Elle découpait l'action en deux domaines distincts, *la stratégie* et *la tactique* — auxquels s'ajouta la poliorcétique, jusqu'au 18^{ème} siècle. Ces deux concepts, apparus dans la pensée grecque (Platon, Thucydide, Xénophon), persistèrent, sans grande altération de leur contenu sémantique, jusqu'au second conflit mondial. C'est ce sens,

usuel durant 25 siècles, que l'amiral Castex utilise encore dans ses *Théories stratégiques* (1937): «La stratégie n'est que la conduite générale des opérations ... elle guide la tactique, lui laissant la place libre dès que son heure est arrivée. Stratégie en deçà et au-delà du combat, tactique pendant le combat, dès que les armes agissent et jusqu'à ce qu'elles cessent d'agir.»

En d'autres termes, la théorie classique de la guerre établit une différence de nature dans les évaluations et calculs intellectuels spécifiques de la stratégie — qui s'identifiait à ce que nous nommons aujourd'hui la *stratégie opérationnelle* — et de la tactique: plus abstraits et indéterminés pour la première, dont les buts sont le moyen des fins politiques; plus concrets et quantifiables, donc plus déterminés par les facteurs techniques, pour la seconde qui est le moyen de la stratégie. Sans doute, a-t-on observé fréquemment que c'est là une classification trop rigide des processus mentaux requis des divers *étages de calcul et de décision*, dans les diverses phases de l'action de guerre. Avec l'extension du combat et de la bataille dans le temps de guerres prolongées et l'espace de théâtres à la dimension de continents, la ligne de partage entre stratégie et tactique devenait de plus en plus floue: d'une part, la tactique tendait à absorber la stratégie et à couvrir un vaste et complexe ensemble de calculs d'efficacité technique exigés par la combinaison opérationnelle des armes et systèmes de forces; d'autre part, la stratégie tendait à s'identifier à *la conduite de la guerre* dans son ensemble et à se fondre dans ce qu'on nommait *la politique de guerra*.

Cela dit, qui est bien connu, et quelles que soient les difficultés de l'analyse pour découper des concepts précis de stratégie et de tactique et pour éclairer leur articulation, il reste que, dans la théorie classique de la guerre, l'idée ou la notion de stratégie (militaire) était indissociable du concept de guerre: on ne pensait la stratégie que liée à l'état de guerre, et il fallait que les hostilités fussent ouvertes pour que le stratège opère. Mieux: pour les théoriciens classiques, le concept de stratégie n'avait guère de sens que pour un type particulier de guerre: celle qui impliquait des opérations terrestres et maritimes, d'une certaine ampleur, entre les armées régulières des puissances dominantes et de même statut politique — la guerre du type européen. Des formes exceptionnelles ou aberrantes de guerre, comme la guérilla, la guerre civile, les expéditions outre-mer des puissances impériales, etc, ont pu changer la carte du monde et bouleverser les équilibres politiques plus profondément que les conflits interétatiques euro-

péens. Pourtant, ces types de guerre exotiques n'étaient jamais retenus, dans les écoles de guerre, comme des *modèles et paradigmes* stratégiques dignes de figurer dans l'enseignement. De même, la *stratégie maritime* ne fut vraiment théorisée qu'à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème (Mahan).

LA COUPURE DE 1945

Le statut de la stratégie, consacré par la théorie classique de la guerre, a été remis en question, en 1945, avec la rupture provoquée, dans les phénomènes conflictuels, par l'apparition des armes dites de destruction massive; par l'association de l'arme nucléaire et du vecteur balistique dont les progrès furent rendus possibles par ceux, foudroyants, de l'électro-informatique.

Sans doute, dans l'histoire, d'autres ruptures ont entraîné des transformations radicales de la guerre. Ruptures provoquées, par exemple, par une innovation technique (artillerie, à la fin du 15ème siècle), ou des changements sociopolitiques (guerres nationales de masse et idéologiques, avec la Révolution Française). Mais aucune n'a induit une modification aussi profonde des statuts respectifs de la politique, de la guerre et de la stratégie — et de leurs inter-relations — que la coupure nucléaire. Aucune n'a entraîné un renouvellement aussi vaste de la pensée politique et stratégique; cela grâce à un travail théorique acharné, mobilisant des chercheurs venus de toutes les disciplines de la connaissance, et utilisant les langages neufs des sciences sociales, humaines et praxéologiques.

La nouvelle problématique politicostratégique fut amorcée par un constat et fondée sur ce qui est devenu un axiome universellement accepté, du moins pour le moment: la guerre, sous sa forme extrême de violence paroxystique — la guerre nucléaire centrale — ne peut plus être le moyen d'une fin politique rationnelle. Aucun intérêt-enjeu de litige ne peut désormais justifier un duel à mort n'ayant d'autre issue que le suicide mutuel: c'est là un risque inacceptable en raison.

Trouver un emploi légitime à la violence nucléaire — puisque les panoplies existent —, conduit donc à réserver celle-ci à la seule défense égoïste de l'intérêt dit vital des États, qui s'identifie à *la survie de l'être national*. De là les stratégies dites de dissuasion nucléaire dont les théori-

ciens ont élaboré divers modèles pour tenir compte des évolutions techniques des panoplies; stratégies de dissuasion *réiproque* visant, en fait, à instaurer et maintenir un *état de non-guerre directe* entre les puissances nucléaires.

L'analyse de cette nouvelle relation entre le fin politique et son moyen traditionnel, la violence armée, a conduit les théoriciens à conférer une autre dimension au concept de stratégie militaire: puisqu'il existe désormais une stratégie de dissuasion se donnant pour but la non-guerre, il est clair que le concept de stratégie ne peut plus être, comme aux temps classiques, un concept englobé, inclus, dans celui de guerre. La relation entre guerre et stratégie est inversée: la stratégie militaire englobe, inclut, désormais la guerre comme un de ses modes particuliers, à côté du mode non-guerre. La stratégie militaire ne se réduit plus à la conduite d'opérations effectives, à la production d'effets physiques réels; mais elle peut peser aussi sur la volonté du politique adverse par les seules capacités d'action et de réaction que ne se déchargent pas en actes affectifs, par les seules *virtualités* des systèmes de forces existant. A l'emploi réel des forces, la stratégie militaire ajoute désormais *un mode d'emploi virtuel* de forces.

Cette inversion de la relation d'inclusion, entre les concepts de guerre et de stratégie, entraîne une autre conséquence: l'une des deux composantes de la stratégie militaire générale, la *stratégie opérationnelle* (modalités d'emploi des forces) est dévalorisée au profit de l'autre, la *stratégie des moyens* (conception et réalisation des armements). En fait, c'est là un concept récent. Sans doute, la compétition dans la qualité ou le nombre des panoplies s'est-elle affirmée depuis l'entrée dans l'âge industriel; mais elle ne se manifesta longtemps que durant les périodes de guerre ouverte, quand chacun des adversaires tentait d'acquérir la *supériorité tactico-technique* sur l'autre. Mais aujourd'hui, entre les grandes puissances nucléaires à la pointe de l'évolution scientifico-technologique, le duel des volontés doit éviter le duel réel des forces dans un conflit direct; le duel se développe en permanence dans l'imaginaire, dans les représentations mentales des capacités d'action et de réaction des forces respectives.

Chacun des antagonistes nucléaires tente donc de dominer psychologiquement l'autre à travers l'affichage ostensible de ces capacités actuelles et futures: les perceptions respectives des panoplies existantes et des pro-

grammes d'armements futurs agissent donc comme le substitut de l'impossible épreuve de force réelle, et selon le même processus de l'ascension vers les extrêmes — ici, vers la supériorité qualitative et quantitative des armements futurs. Il s'agit donc bien d'une stratégie, avec son but propre. Elle tend à trouver en elle-même ses propres fins, et elle exige la mobilisation scientifique, technologique, industrielle, financière, des sociétés avancées. C'est là le nouveau caractère de la *course aux armements* qui, faute de confiance mutuelle, semble sans issue et ne peut être que ralentie par des *pauses* acceptées par accord mutuel (SALT). C'est dire que les négociations sur ces accords relèvent plus de la stratégie générale militaire que de la diplomatie classique.

J'ai dit précédemment que, dans leur duel des volontés, les grandes puissances nucléaires devaient éviter les hostilités directes, serait-ce avec les forces classiques: même amorcée avec ces seules forces, la guerre directe risquerait d'escalader vers la guerre nucléaire centrale. Toutefois, cette contrainte n'exclut pas l'antagonisme foncier: les grandes puissances ne cessent de se rencontrer sur des enjeux de litige que leurs positions dominantes, leurs ambitions et jusqu'à leurs craintes ne manquent pas d'engendrer.

Ainsi, pour les Grands, tout se passe comme si l'espace géopolitique et géostratégique mondial était partagé en deux *espaces d'intérêts* distincts. En premier lieu, celui de leurs intérêts dits vitaux, qui s'identifie à leurs territoires nationaux (sanctuaires) et à ceux de leurs alliés situés dans les régions très sensibles par la valeur des enjeux qu'ils représentent. Cet ensemble est défendu par la dissuasion nucléaire réciproque, complétée par la dissuasion classique afin de couvrir tous les degrés de violence concevables; c'est l'espace *fermé* de la stratégie de non-guerre directe.

En second lieu, le reste du monde, non couvert par la dissuasion nucléaire, demeure l'espace *ouvert* des enjeux de litige qui ne cessent d'apparaître entre les autres puissances, et qui autorisent celles-ci à des conflits armés. Là, l'emploi de leurs forces classiques intervient, comme par le passé, pour réorganiser le système interétatique régional. Certains de ces conflits n'affectent pas immédiatement les intérêts des puissances nucléaires dominantes; d'autres, au contraire, dans des zones plus sensibles, suscitent entre elles des enjeux qui, sans être vitaux, peuvent les impliquer, peu à peu: l'issue de ces conflits locaux peut, en effet, accroître globale-

ment leurs vulnérabilités et leurs facteurs de puissance respectifs. Chacune doit donc intervenir, au moins pour interdire à l'autre de tirer profit de la crise régionale; ou s'entendre avec l'autre pour contrôler cette crise afin que son développement ne les entraîne, malgré elles, dans un engagement direct trop chargé de risques. La *manoeuvre des crises* est devenue un concept majeur de la théorie stratégique contemporaine.

Ainsi, dans l'espace non couvert par leur dissuasion nucléaire mutuelle, les grandes puissances déploient toutes les ressources de leurs *stratégies indirectes* pour exploiter les occasions offertes par les crises ou conflits régionaux. Stratégies indirectes misant sur les forces économiques et culturelles, sur le soutien militaire limité et plus ou moins discret aux belligérants locaux (livraisons d'armes, conseillers techniques, etc.).

Le mode de stratégie indirecte est très ancien, mais il avait été occulté par les stratégies directes des *guerres totales* cherchant la décision dans les batailles d'anéantissement. Le blocage nucléaire a rajeuni le concept, car c'est à travers les multiples modes et formes de cette stratégie que les puissances nucléaires peuvent retrouver leur liberté d'action dans leur duel permanent.

Ainsi, s'instaure, dans le système international, un système de relations complexes qui n'est ni l'état de paix, ni l'état de guerre, mais un *état hybride de paix-guerre*, comme dit le Général Beaufre.

LA COMPLEXITÉ DE LA THÉORIE

Ce très sommaire tableau de la situation politicostratégique régnant en cette fin du 20ème siècle, suffit à suggérer à la fois la nouveauté et la complexité des problèmes posés au théoricien de la stratégie militaire contemporaine.

Cette complexité de la théorie tient d'abord au *statut ambivalent* des principaux acteurs politiques. Les puissances nucléaires sont, en effet, à la fois *partenaires et adversaires* dans le système des relations interétatiques. Partenaires, parce qu'elles sont liées par au moins un intérêt commun: celui d'éviter la guerre nucléaire centrale entre eux et, par extension, toute guerre classique directe — ce qui implique un minimum de coopération pour respecter et faire respecter par les autres cette nouvelle *règle du jeu*. Cependant, elles demeurent foncièrement adversaires dans le duel

pour l'impèrium mundi et s'opposent en permanence à travers leurs stratégies indirectes.

Simultanément, pour les autres acteurs étatiques, la guerre classique peut être, comme toujours, le moyen de leur politique. Toutefois, et c'est là un fait nouveau, elles ne peuvent y recourir, le plus souvent, qu'en tenant compte des contraintes que leur imposent les puissances nucléaires soucieuses de conserver le contrôle des conflits régionaux et de la manœuvre des crises.

Enfin, il faut ajouter, à cet inventaire, *les acteurs politiques exotiques* que sont les peuples sans État (Palestiniens) et les groupes terroristes défiant la règle du jeu international.

Si nous passons de la politique à la stratégie militaire, nous constatons que le théoricien doit désormais penser *simultanément* la guerre et la non-guerre. La classique théorie de la guerre conserve sa valeur, mais d'autres concepts ont dû être inventés pour théoriser les faits nouveaux, pour modéliser les stratégies de non guerre: modèles logiques du jeu d'actions, réactions et rétroactions possibles, avec leurs effets probables. L'analyste joue un rôle capital puisque les stratégies de dissuasion, sous toutes leurs formes, se développent uniquement dans l'imaginaire: ici, les théories, avec les concepts d'emploi virtuel des forces, supportent les *stratégies déclaratoires* des instances politiques destinées à peser sur la volonté adverse.

Parallèlement, la théorie a tenté d'éclairer les mécanismes de la *manoeuvre des crises*, mode stratégique majeur de la stratégie indirecte. Tâche malaisée, car toute crise est conjoncturelle; il est difficile d'extraire des régularités, des *invariants* de phénomènes conflictuels compliqués et évolutifs; difficile de fixer des principes à une manœuvre qui doit viser, *à la fois*, à préserver et à exploiter la liberté d'action devant les actions adverses, et à contrôler, avec ce même adversaire, les développements trop risqués du duel pour imposer sa volonté afin d'interdire à l'autre d'imposer la sienne. C'est pourquoi les manœuvres des crises régionales sont rarement décisives pour les Grandes Puissances: elles résolvent rarement les problèmes, mais en transforment les énoncés ... jusqu'à la prochaine crise — et ainsi de suite.

En outre, il est désormais impossible d'isoler la stratégie militaire des *stratégies économiques et culturelles*: elles se combinent dans leurs buts

et leurs voies-et-moyen, au sein de ce que j'ai nommé la *stratégie intégrale* qui n'est que la politique-en-acte. Combinaison d'autant plus difficile à penser que, nous l'avons vu, la stratégie des moyens (des armements) tend de plus en plus à s'émanciper de la stratégie opérationnelle pour trouver en elle-même sa propre finalité, ainsi que le confirme l'IDS américaine.

Quels que soient nos efforts pour constituer une *théorie unitaire* de la stratégie contemporaine, nous ne parvenons guère qu'à construire des théories fragmentaires, mal reliées entre-elles. Sans doute faut-il imputer cet échec aux carences de notre outillage intellectuel. D'une part, nous disposons de l'héritage légué par les théories classiques; mais ses rigidités font obstacle à l'invention théorique: nous plaquons les anciens concepts sur des faits nouveaux qui leur échappent. D'autre part, nous empruntons nos outils d'analyse, nos langages, nos concepts aux multiples disciplines des sciences humaines et sociales, à la systémique, à la cybernétique, à la logique probabiliste, à la théorie des jeux, à l'économie, etc. Mais nous savons mal nous garder de l'enthousiasme intellectuel, de l'abus des métaphores, du manque de rigueur dans les assertions théoriques et des fautes de jugement dans le choix des axiomes sur lesquels nous fondons nos inférences.

C'est pourquoi la nécessité se fait de plus en plus pressante de soumettre nos théories à la *critique épistémologique* de leurs fondements, de leurs méthodes, de leurs langages. Il faut avouer, pourtant, que cette critique demeure encore rare: les théories stratégiques qui se multiplient, ici et là, procèdent trop souvent par affirmations péremptoires, voire polémiques. C'est que, nous le constatons chaque jour, la théorie intervient comme un moyen d'action dans l'épreuve des volontés politiques. Le discours théorique est déjà action: il est utilisé comme moyen de pression afin d'emporter l'adhésion dans les débats de politique intérieur autant que pour peser dans la politique extérieure.

C'est pourquoi la séculaire querelle entre le théoricien et le praticien de la stratégie, éternels frères-ennemis, ne peut que s'amplifier. En effet, dans les sociétés avancées, à l'Ouest comme à l'Est, la tendance générale des esprits porte les politiques à différer, voire à s'interdire les épreuves de force dont la conscience universelle mesure les risques d'une toute autre dimension que ceux de la guerre d'hier. On attend donc la théorie qu'elle dise comme prévenir ce risque. Comment le praticien ne s'interro-

gerait-il pas sur son rôle, et même sur son utilité? C'est dire que l'on demande d'abord à la théorie de définir *la nouvelle fonction de la violence armée* dans la construction de l'avenir de la société universelle. La théorie stratégique ne peut désormais trouver ses fondements que dans une nouvelle philosophie politique et nouvelle philosophie de l'histoire.

Lucien Poirier

Général

BIBLIOGRAPHIE

I. Pour mémoire, les oeuvres classiques ayant jalonné la généalogie de la stratégie théorique:

- Les Grecs: Thucydide, Xénophon, Polybe.
- Sun-Tsu.
- Machiavel, Guibert, Jomini, Clausewitz, Engels.
- Debbrock, Colin, Foch, Ludendorff.
- Mahan, Douhet.
- Haushofer (géopolitique).

II. Plus récents et contemporains:

- Amiral Castex: *Théories Stratégiques* (Paris, 1937).
- Edward Mead Earle: *Makers of Modern Strategy* (Princeton, 1943).
- B. H. Liddell Hart: *Strategy* (New York, 1960).
- J. F. C. Fuller: *Armament and History* (Londres, 1946).
- Raymond Aron: *Paix et Guerre entre les Nations* (Paris, 1962).
- Général André Beaufre: *Introduction à la Stratégie* (Paris, 1963); *Dissuasion et Stratégie* (Paris, 1964); *Stratégie de l'Action* (Paris, 1966).
- Thomas C. Schelling: *The Strategy of Conflict* (Harvard, 1963); *Arms and Influence* (Yale, 1966).
- Herman Kahn: *On Escalation* (New York, 1965).
- Mao Tse-Tung: *Ecrits Militaires* (Pékin, 1964).
- Bernard Brodie: *Strategy in the Missile Age* (Princeton, 1969).
- Graham T. Allison: *The Essence of Decision* (Boston, 1971).
- Phil Williams: *Crisis Management* (New York, 1976).